



BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL

13 avril 2016

Enquête réalisée par PluriConseil du 4 au 6 avril 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Travail bien ordonné...

Par Eric NG PING CHEUN

Comme la charité, le travail bien ordonné commence par soi-même. Mais le gouvernement paraît plus apte à mettre de l'ordre dans des dossiers politico-financiers qu'en son sein. Un ex-ministre condamné pour conflits d'intérêts, un ancien ministre inculpé de tentative de pot-de-vin, un ministre en sursis sous l'éteignoir de la Commission anti-corruption, un ministre très en verve soupçonné d'avoir des méthodes KGB, un ministre-esclave qui ne sait pas tenir sa langue, et un député menteur accusé d'homicide involontaire, tout cela fait beaucoup de désordre. Moins d'un an et demi après avoir été plébiscitée aux élections, l'alliance gouvernementale voit son crédit largement entamé.

Dans une interview à *Mauritius Times*, Jean Claude de l'Estrac affirme que « le climat politique actuel ne contribue aucunement à créer les conditions d'une croissance forte », et que « les incertitudes politiques freinent l'élan du secteur privé ». Les analystes économiques et financiers interrogés dans le présent baromètre ne disent pas autrement en faisant ressortir un surcroît d'attentisme dans la communauté des affaires, ce qui les rend pessimistes sur les perspectives de 2016.

L'économie fait tapisserie dans la cour de récréation politique. Or les entreprises ne peuvent pas continuellement attendre : soit elles renvoient leur décision d'investir, soit elles licencient, soit elles ferment boutique, soit elles délocalisent ailleurs. Si l'homme politique peut jouer avec le temps (telle serait la posture du Premier ministre vis-à-vis de Vishnu Lutchmeenaraidoo et de Pravind Jugnauth), l'acteur économique considère le temps comme un coût et l'intègre dans ses calculs. Malheureusement, l'économie du temps n'a pas bonne presse au ministère des Finances où l'on jure toujours par le keynésianisme.

Grand amateur de football, Sir Anerood Jugnauth doit savoir que souvent un joueur en position de marquer un but perd le ballon quand il tempore trop. C'est aussi un jeu collectif où la victoire ne repose pas sur le seul buteur vedette, mais sur tous les équipiers. A moins que les protagonistes politiques jouent plutôt au poker menteur, voire à une partie d'échecs.

Un chef de gouvernement ne peut pas accepter qu'un ministre dit une fausseté de lui dans un affidavit juré en Cour suprême. Mais s'il ne fait que le démentir sans le révoquer, il met à mal sa crédibilité et son leadership, deux qualités si essentielles pour inspirer confiance auprès des opérateurs économiques. Dans l'intérêt de l'économie, il doit abattre sa dernière carte même si l'autre détient un joker susceptible de mettre en échec le plan de la prochaine bataille électorale.

La crise politique, alimentée par les démêlés des élus avec la police et la justice, vient greffer sur une crise économique dont la population ne prend pas pleinement la mesure. C'est un mélange détonant qui risque de rendre le pays ingouvernable. Le gouvernement serait sage de revoir ses ambitions à la baisse afin de pouvoir assurer le service minimum, soit une stabilité économique.

Il doit d'abord arrêter de parler de « miracle économique ». Personne n'y croit plus, et personne ne le veut. Ce que tout le monde espère simplement, c'est de préserver son emploi ou d'en trouver un. Le duo qu'on présentait comme le faiseur de miracle n'existe plus, puisque le Premier ministre assume lui-même le poste des Finances. Et puis, le Fonds monétaire international a anéanti tout espoir de miracle, prévoyant pour Maurice une croissance économique inférieure à 4% en 2016, 2017 et 2018.

Pour la majorité de nos sondés, la croissance de 2016 pourrait être de 3,5%. Statistics Mauritius l'estime à 3,9%, mais elle fait souvent une surestimation à cette période de l'année. D'ailleurs, elle vient d'abaisser à 3,1% la croissance de 2015, qui est finalement pire que les 3,4% de 2014.

Le marasme économique est palpable. Un éditorialiste, qui avait succombé aux sirènes de « redécollage économique », écrit : « Quinze mois après son arrivée aux affaires, l'alliance au pouvoir n'a toujours pas produit de résultats tangibles sur le plan économique. Aucun projet majeur n'a démarré et le décollage annoncé par le Premier ministre en début d'année semble compromis. »

Il va sans dire que le chômage progressera. Répondant à une question parlementaire sur les pertes d'emplois, le ministre du Travail indiqua qu'elles étaient de 7 400 en 2013, de 8 256 en 2014 et de 10 038 en 2015. Il qualifia cela de « *normal trend* ». Sur cette tendance donc, quelque 12 000 personnes devraient perdre leur job en 2016. Si l'on y ajoute les 10 000 nouveaux arrivants sur le marché du travail chaque année, il faudra créer au moins 22 000 emplois par an, ce qu'a parfaitement estimé l'*Economic Mission Statement* du gouvernement. Toutefois, le taux de chômage ne reculera pas.

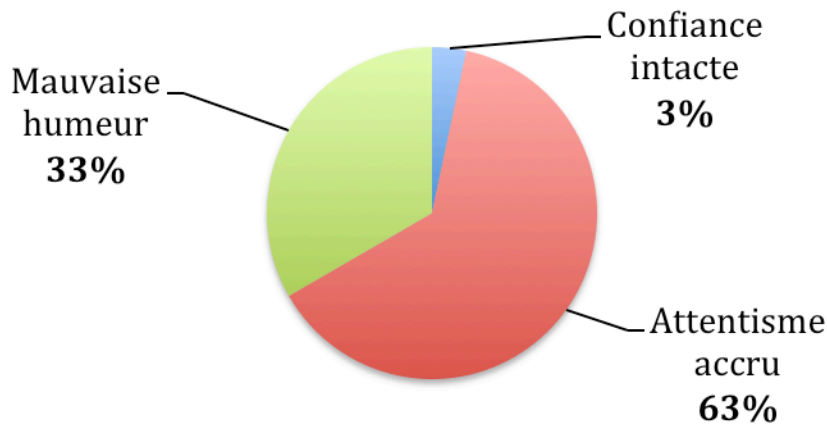
Pour traiter des problèmes économiques, il faudra certainement un ministre des Finances à plein temps. Mais le secteur privé aura du mal à composer avec celui qui semble connaître le travail de ses collègues mieux que le sien. Alors qu'il veut mettre de l'ordre dans les dossiers de tous les ministères, les institutions qui tombent sous sa tutelle fonctionnent au petit bonheur. Ses discours sur la bonne gouvernance dans les services financiers restent des vœux pieux, car des opérateurs font la pluie et le beau temps au nez et à la barbe des régulateurs.

Le haut lieu de pouvoir n'est pas la cour du roi Pétaud imaginé par *Le Tartuffe* de Molière : « On n'y respecte rien, chacun y parle haut. » Mais c'est une vraie pétaudière, ce travail politique désordonné...

(www.pluriconseil.com)

1) Comment réagit la communauté des affaires face aux secousses au sein de la majorité gouvernementale ?

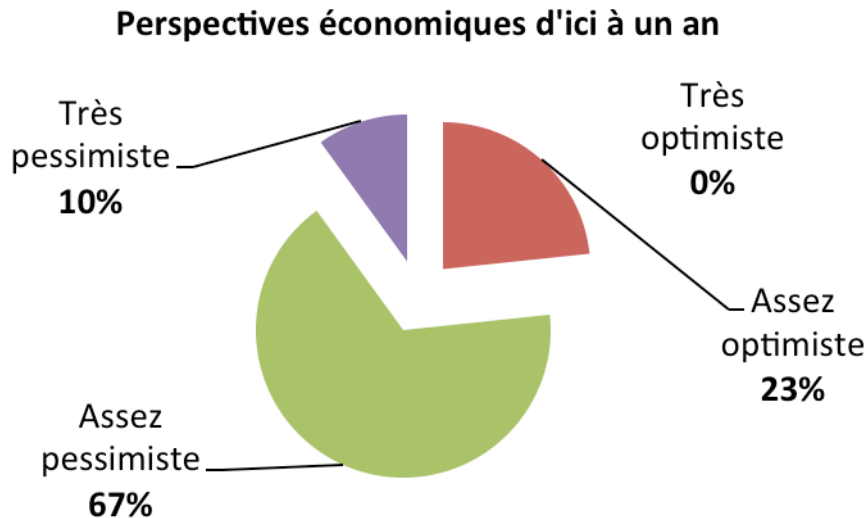
La communauté des affaires face aux secousses politiques



La confiance n'est pas là

La crise au sein du gouvernement fait que la communauté des affaires n'a pas confiance en ce moment. C'est ce qu'observent quasiment tous les répondants. Pour 63% d'analystes, l'attentisme s'accroît, et un tiers des sondés sentent une mauvaise humeur chez les opérateurs économiques. Comme le souligne des économistes, « *political stability is very important for business* ». Mais « *the current political situation is contributing to exacerbate the uncertainty levels within the economy, and this might degenerate should the issues not be tackled swiftly. This does not augur well for the country when efforts, time and resources should have been devoted to the objective of reigniting economic growth.* »

2) Sur les perspectives de l'économie mauricienne d'ici à la fin de l'année 2016, êtes-vous...



Progression sensible du pessimisme

En janvier dernier, ils étaient 53% à être pessimistes sur l'économie mauricienne pour l'année 2016. Trois mois plus tard, le pessimisme gagne 77% des analystes. Cette progression de 24 points de pourcentage s'explique par le sentiment que rien n'a bougé sur le plan économique durant le premier trimestre, marqué par l'effacement de l'ancien ministre des Finances, par l'absence de décisions économiques du gouvernement et par le rapport accablant du Fonds monétaire international sur Maurice. Et puis, fait ressortir un économiste, « *the difficult global environment coupled with ongoing political stresses seem to be denting the business mood with a serious concern being the absence of a dedicated Minister of Finance two months from the National Budget presentation* ».

3) Quelle est votre prévision du taux de croissance pour l'année 2016 ?

3,9% ou plus	3%
3,6% à 3,8%	37%
3,5% ou moins	60%

La croissance ne dépassera pas 3,5%

Statistics Mauritius prévoit un taux de croissance de 3,9% pour 2016. Mais presque tous ceux interrogés sont d'avis qu'il sera moindre. Trois analystes sur cinq pensent même qu'il ne dépassera pas les 3,5%. Pour une économiste, « *all ingredients are present to depress the economy and discourage businesses* ». Malgré les assurances données, « *the economy does not seem to be the priority of the government* », ce dernier étant plus intéressé à jouer le rôle de nettoyeur et de gendarme. Or « *cleaning is not going to create wealth, and without wealth creation, the economy moves backwards* ». De plus, « *policing involves a cost, and the benefit may be negligible* ».

4) Quelle est votre prévision du taux de chômage pour l'année 2016 ?

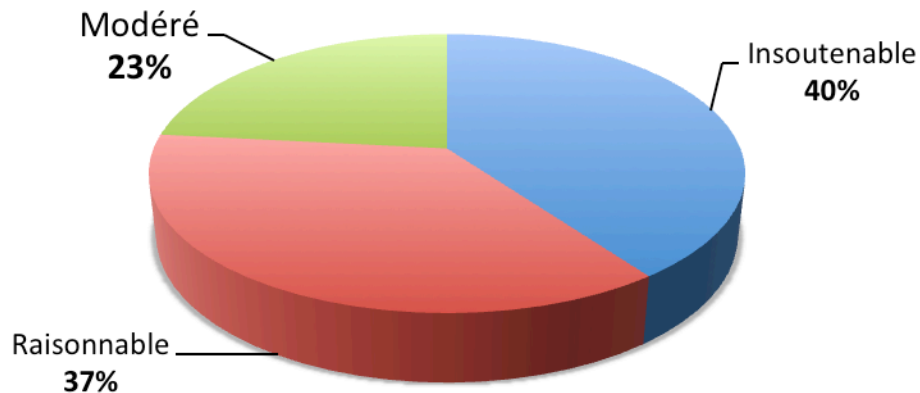
Supérieur à 7,9%	50%
7,8% à 7,9%	47%
Inférieur à 7,8%	3%

Le chômage à 8,0% ou plus

Statistics Mauritius a révisé légèrement à la baisse le taux de chômage de 2015 à 7,9%. Toutefois, un analyste sur deux croit qu'il repassera la barre psychologique de 8,0% en 2016, des « licenciements supplémentaires » étant à prévoir au cours de cette année. D'aucuns estiment que « le taux réel du chômage est beaucoup plus élevé » que ce qu'indiquent les chiffres officiels, fondés sur « *a sample-driven method* ». D'ailleurs, dira une économiste, « *the rate at which employment is being created is much slower than the rate at which people are losing jobs if we consider both the formal and informal sectors* ».

5) Au regard de la situation économique actuelle, le coût annuel du rapport PRB 2016 vous paraît...

Le coût annuel du rapport PRB 2016



La productivité ne suit pas

Le coût annuel du rapport 2016 du Pay Research Bureau, que les autorités estiment à Rs 3 milliards, semble raisonnable, voire modéré, selon 60% des sondés. Pour les autres, la situation actuelle de notre économie ne peut pas soutenir une telle hausse de la masse monétaire, car le secteur public est déjà « *too close to the debt ceiling* ». Reste l'éternelle question de la productivité qui ne s'améliore pas. Il n'y a aucune indication que les fonctionnaires seront plus performants et plus dévoués à leur travail. Or « *an enabling civil service which makes things happen, shortens the waiting time and queues, and decreases the hassle inflicted on the applicant citizen is a huge boon to the economy and can add some decimal points to growth* ».

6) Selon vous, faut-il un ministre des Finances à plein temps pour préparer et présenter le prochain budget ?

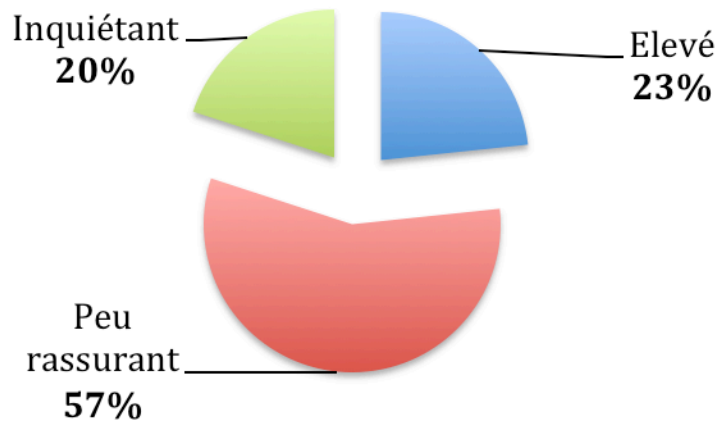
Définitivement oui	80%
Pas nécessairement	17%
Vaut mieux le Premier ministre	3%

Pour un ministre des Finances à plein temps

Quatre analystes sur cinq clament qu'il faut définitivement un ministre des Finances à plein temps pour piloter la préparation du prochain budget national. C'est un travail qui exige « une maîtrise des dossiers pour discerner les calculs derrière les recommandations des uns et des autres », faute de quoi l'économie en sortira perdante. C'est pourquoi « *there is certainly a need for a dedicated Minister of Finance to move forward with the economic agenda in a forceful manner. For all the respect he commands, the Prime Minister has more than enough on his plate to carry on having this ministry under his aegis.* » Et d'ailleurs, « *there should be someone to focus on and ensure achievement of the objectives set by the budget* ».

7) Comment évaluez-vous le niveau de confidentialité bancaire à Maurice ?

Le niveau de confidentialité bancaire



Le secret bancaire mis en question

Le niveau de confidentialité bancaire à Maurice est perçu par 77% des répondants comme étant peu rassurant, voire inquiétant. « *It was fine up till now* », note une économiste, mais à la suite de la divulgation du prêt de la State Bank of Mauritius à Vishnu Lutchmeenaraidoo, « *the trust in banks is decreasing* ». D'autant que « *Mauritius is an island where there is no secrecy as people love to talk* ». Un banquier rassure que ce cas particulier est isolé et que « *confidentiality in the Mauritian banking sector is high, but there will always be some black sheeps in any institution* ». Mais tout dépend du type d'institution. Un analyste observe que « *government-owned institutions are being instrumentalised* ».

8) Selon vous, jusqu'où peut descendre le cours boursier de State Bank of Mauritius Holdings d'ici à la fin de 2016 ?

Jusqu'à 65 sous	40%
Jusqu'à 60 sous	50%
En dessous de 60 sous	10%

Le cours de SBMH en chute libre

A la bourse de Port Louis, le cours de State Bank of Mauritius Holdings (SBMH) clôturait la semaine dernière à 65 sous. Deux analystes sur cinq sont confiants qu'il ne baissera pas davantage d'ici à la fin de l'année 2016. Un sondé sur deux table, en revanche, sur une chute du titre bancaire jusqu'à 60 sous. Du point de vue haussier, « *all the bad news have been out, and provisions already made* ». Quant à l'opinion baissière, « *poor corporate governance and lower profitability are likely to impact negatively on the share price* ». Comme on peut s'attendre à d'autres développements importants qui détermineront les tendances futures, « *it seems the end of the tunnel is not for soon* ».

Enquête réalisée par PluriConseil du 4 au 6 avril 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

PluriConseil Ltd

Business Registration number: C08052270

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, 11128, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.